

Bolivie: Recrudescence du Covid-19 et persécution politique



Par María Josefina Arce

Cochabamba, en Bolivie, risque de rééditer les tristes images de Guayaquil au pire moment de la pandémie. Tout comme dans la seconde ville équatorienne, les morts de Covid-19 gisent sur les rues de Cochabamba. Les épidémiologistes ont lancé des mises en garde contre une flambée explosive de nouveaux cas.

Aujourd'hui, cette région bolivienne est la troisième du pays la plus endeuillée par la pandémie, après celle de Santa Cruz, dans l'est et Beni, dans le nord-est. 45% du territoire est considéré comme zone rouge de contagions.

Près de 40 mille Boliviens ont contracté la maladie dont 7 ministres du gouvernement de facto avec à la tête l'auto-proclamée présidente Jeanine Añez.

La saturation des hôpitaux et l'incapacité plus qu'évidente du système de santé pour détecter les clusters marquent aujourd'hui la réalité sanitaire de la Bolivie, dont les habitants ont vu en quelques mois seulement partir en fumée tous les acquis du gouvernement de l'ex-président Evo Morales.

Mais on dirait que les autorités s'en passent royalement. Elles n'investissent pas dans le secteur de la santé et qui plus est, elles ont rejeté l'aide médicale qu'auraient pu apporter aux malades la Chine et Cuba.

Au beau milieu de la pandémie, le régime de facto multiplie les attaques contre le MAS, le Mouvement vers le Socialisme, le parti du président évincé par un coup d'État en novembre dernier.

Bon nombre de membres et de sympathisants du parti d'Evo Morales ont été arrêtés ou placés en garde à vue. Tel est le cas de Patricia Arce, maire de la ville de Vinto et candidate au Sénat.

Tout récemment, le Parquet de la Bolivie de Jeanine Añez a accusé l'ex-président du délit de terrorisme et ordonné sa détention préventive.

Voilà une nouvelle preuve de la persécution politique contre les militants du MAS dont le mandat a introduit un changement radical en Bolivie par l'adoption de politiques sociales et économiques en faveur des couches les plus vulnérables.

L'ONU a exprimé sa préoccupation pour l'utilisation d'institutions judiciaires et fiscales à des fins politiques. Le rapporteur spécial sur l'indépendance des magistrats et des avocats, Diego García, a dénoncé l'augmentation des arrestations illégales sous le régime de facto.

La Bolivie est devenue un État de non droit. Les autorités putschistes et notamment sa présidente illégale, soit dit en passant candidate à la présidence aux élections de septembre, tentent de dégager le chemin afin de se perpétuer au pouvoir.

Elles font tout pour sortir de la course à la présidence, Luis Arce, le candidat du MAS, que les sondages des intentions de vote donnent gagnant.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/228036-bolivie-recrudescence-du-covid-19-et-persecution-politique>



Radio Habana Cuba